

Financer & Garantir



Créer ou Reprendre



Gestion des difficultés



Se désabonner



L'HUMEUR DU MOIS

par Patrick C. Michel

Une rentrée à haut risque

2020 est le moins que l'on puisse dire, une année très particulière...

Et la pandémie qui a mis à genoux notre économie, laisse de plus en plus planer le spectre d'une rentrée incertaine. Du reste, ce ne sont pas les propos de la communauté scientifique repris en boucle par les médias depuis le début de l'année, qui rassureront consommateurs et entrepreneurs.

Le gouvernement est bien conscient qu'un nouveau confinement serait catastrophique pour nos finances publiques en cette période de récession.

De plus, nous pouvons nous interroger sur la capacité de l'Etat à pouvoir soutenir financièrement un nouvel arrêt de la production et des conséquences qui en découlent sur la consommation.

Selon Euler Hermes il faut s'attendre à une accélération des défaillances dont le niveau devrait être similaire à celui de 2009 lors de la crise financière, à partir du quatrième trimestre 2020 et sur 2021.

Aujourd'hui les entreprises sont encore sous perfusion des mesures de soutien du gouvernement, ce qui leur permet de retarder de plusieurs semaines l'impact d'une cessation de paiement.

Mais bien au-delà des mesures en faveur des entreprises, il serait tant que les biens pensants dans leur ensemble cessent de conforter notre pays dans ce climat anxiogène que nous connaissons depuis plusieurs mois.

Toutes les activités ont été fortement impactés par cette crise et le maintien dans cette atmosphère ne peut qu'avoir un effet désastreux sur l'avenir de nos entreprises.

Aujourd'hui, par principe de précaution les décideurs publics prennent des décisions en dépit du bon sens.

Sans mener la politique de l'autruche, il est important de retrouver une cohérence et un fonctionnement économique normal. Mais pour cela, il faut arrêter de marcher sur la tête en attisant les craintes sanitaires de l'ensemble de la population.

TABLEAU DE BORD

SMIC brut mensuel (35H) au 1 ^{er} /01/20	1 539,42 €
Plafond micro-entreprises (BIC)	176 200 €
Plafond micro-entreprises (BNC)	72 500 €
Micro fiscal Prestations BNC	34 400 €
Micro fiscal BIC	85 800 €
Limites régime simplifié imposition (RSI)	
- BIC (ventes de marchandises)	818 000 €
- BNC (prestation de service)	247 000 €
Taux d'intérêt légal (1 ^{er} Semestre 2020)	0,87 %
Taux d'usure (découvert en compte) au 01/01/2020	13,93%
Taux de base bancaire (selon établissement)	6,60 %
Plafond mensuel sécurité sociale 2020	3 428 €

BAREME KILOMETRIQUE 2020

Nb de CV	< 5 000 km	5 001 à 20 000 km	> 20 000 km
3 CV	0,456 x d	(0,273 x d) + 915	0,318 x d
4 CV	0,523 x d	(0,294 x d) + 1147	0,352 x d
5 CV	0,548 x d	(0,308 x d) + 1200	0,368 x d
6 CV	0,574 x d	(0,323 x d) + 1256	0,386 x d
7 CV et +	0,601 x d	(0,340 x d) + 1301	0,405 x d

FOCUS

Attention à l'insolvabilité de vos clients et au manque de trésorerie !

Avec les effets économiques de la crise sanitaire, le risque d'impayés et de retards de paiement n'a jamais été aussi élevé. Un phénomène qui se répercute sur la trésorerie des entreprises et représente une menace de défaillance. Aussi, pour prémunir les entreprises de ces risques, le cabinet ABD propose un accompagnement personnalisé pour sécuriser son poste clients et rechercher les solutions les plus adaptées à chacun.
[Plus d'info](#) - ☎ : 04.42.54.16.46

Entrepreneurs en difficultés

Le pôle d'expertise du Bde13 vous accompagne

- Diagnostic gratuit et confidentiel
- Mise en place de solutions personnalisées

☎ : 04.42.24.15.09 - www.bde13.fr

PARTENAIRES INFOS

Financement spécial bâtiment

Lorsqu'on travaille dans le bâtiment, il n'est pas toujours simple de faire financer ses factures. Pourtant, il existe des solutions, dès lors ou l'on facture sous forme de situation de travaux ou de créances fermes, tant sur des marchés publics que privés. Spécialiste de ce type de financement, le cabinet ABD propose des solutions au forfait ou classique et même pour les entreprises en création. [Plus d'info](#)

Créateurs repreneurs d'entreprises : faire accompagner son projet (www.bde13.fr)

Créer ou reprendre une entreprise ne s'improvise pas, car une erreur d'appréciation peut avoir un impact significatif sur la pérennité et le développement de son activité. Depuis 2001 le pôle d'expertise du Bde13 (Bureau de Développement des Entreprises des Bouches du Rhône) propose aux porteurs de projets et repreneurs d'entreprises, un accompagnement individuel et personnalisé (juridique, fiscal, social financier...) qui permet de répondre aux différentes étapes de la création d'une entreprise. [Demande de contact](#)

Assurance contre les impayés

Se garantir pour éviter les impayés c'est possible, grâce à l'Assurance-crédit. Cet outil d'appréciation du risque permet au dirigeant prévoyant de prendre une bonne décision de gestion en actionnant tous les leviers, afin d'éviter des impayés qui mettraient en péril la pérennité de son entreprise. [Info : www.assurancecreditclient.fr](http://www.assurancecreditclient.fr)

Données conjoncturelles PACA

Dans le cadre d'un partenariat avec la Banque de France, nous vous proposons de prendre connaissance des dernières données économiques de la région PACA. [Lire la note](#)

TPE-PME : Soutien aux entreprises en difficultés

Dédié aux dirigeants de petites entreprises qui font l'objet de difficultés économique et financière, la vocation de www.tpepme.fr est d'apporter aux entrepreneurs un accompagnement et des réponses rapides et fiables en matière de traitement de difficultés. [En savoir plus](#)

Besoin de Trésorier : Réagir immédiatement

Généralement les difficultés se traduisent par une détérioration de trésorerie. Dès lors, l'utilisation du découvert bancaire et du report d'échéances semble être la solution, qui néanmoins n'est que temporaire. Pour permettre aux entrepreneurs de réagir rapidement HGF a mis en ligne un espace dédié aux difficultés d'entreprises, dont l'objectif est de conseiller, accompagner et assister les dirigeants dès l'apparition des premières complications, dans le cadre d'une procédure confidentielle et personnalisée. [Plus d'info](#)

FISCAL

Quelles charges peuvent être déduites du résultat fiscal d'une entreprise ?

Si vous déduisez une partie de vos charges du résultat fiscal de votre entreprise, certains frais sont alors comptabilisés comme des dépenses professionnelles.

Mais quelles charges sont déductibles ? Quels frais ne peuvent pas l'être ? [Bercy info du 2/7 Lire la suite](#)

BTP : précisions sur la réduction d'impôt pour l'acquisition d'engins non routiers « propres »

En compensation de la suppression progressive du tarif réduit du gazole non routier (GNR), les PME du BTP peuvent désormais déduire de leur bénéfice imposable jusqu'à 160 % du prix d'acquisition ou de location de certains engins non routiers. [La lettre du gérant du 9/7](#)

Micro-entreprise : Comment fonctionne le versement libératoire de l'impôt sur le revenu ?

Micro-entrepreneurs, le versement libératoire de l'impôt sur le revenu vous permet de régler cet impôt tout au long de l'année. Comment fonctionne cette option de paiement ? Quelles sont les conditions de sa mise en œuvre ? [Bercy info du 9/7 Lire la suite](#)

Création d'entreprise : quelles sont les zones d'exonérations fiscales ?

En choisissant d'implanter votre entreprise dans certaines zones du territoire, vous pouvez bénéficier d'allègements fiscaux. Sur quels bénéfices imposables ces exonérations peuvent-elles porter ? [Bercy info du 30/7 Lire la suite](#)

SARL ET EURL : des règles comptables spécifiques

Que vous soyez une SARL ou une EURL, votre comptabilité répond à des règles précises... qui varient en fonction de la taille de votre société et de son régime d'imposition. [Bercy info du 30/7 Lire la suite](#)

Contrôle fiscal : quels sont les éléments déclencheurs ?

Vous vous êtes sûrement déjà posé la question de savoir à quel moment vous alliez faire l'objet d'un contrôle fiscal. Dirigeant, gérant de société, ou encore simple particulier, vous vous interrogez sur les éléments qui peuvent alerter l'Administration fiscale et vous placer dans son viseur. [Chef d'entreprise du 07/08 Lire la suite](#)

Comprendre l'indexation des loyers commerciaux

Indexer, c'est lier les variations d'une valeur à celles d'un élément de référence. En matière de baux commerciaux, l'indexation (ou clause d'échelle mobile) est classiquement admise, mais pour être valable, l'indexation doit répondre à de nombreuses règles. [Chef d'entreprise du 25/08 Lire la suite](#)

Un dispositif pour étaler le paiement de vos impôts en retard (y compris la TVA et le prélèvement à la source)

Selon un décret paru cet été, les entreprises qui n'ont pas pu s'acquitter de leurs impôts durant la période de confinement peuvent bénéficier d'un plan de règlement spécifique d'une durée de 12 à 36 mois. [La lettre du gérant du 27/08 Lire la suite](#)

Micro-entreprise : Dans quel cas changer de régime ?

Le régime de la micro-entreprise permet de bénéficier de formalités de création allégées et d'un mode de calcul simplifié de l'impôt sur le revenu. Dans quels cas devriez-vous modifier ce régime ? [Bercy info du 27/08 Lire la suite](#)

SOCIAL

Le barème 2020 de la taxe sur les salaires est confirmé

Par publication au BOFIP du 24/06/2020, les services fiscaux confirment l'actualisation du barème de la taxe sur les salaires et le montant de l'abattement pour les rémunérations versées à compter du 1er janvier 2020.

[Légisocial du 13/7](#) [Lire la suite](#)

Quel statut social pour les dirigeants ?

La question de la protection sociale du dirigeant est régulièrement évoquée dans la mesure où la situation du mandataire social est souvent perçue comme étant moins favorable que celle du dirigeant salarié. Ce postulat est toutefois à nuancer. [Chef d'entreprises du 13/07](#) [Lire la suite](#)

Indépendants : les cotisations non prélevées en juillet et août

L'URSSAF et la sécurité sociale des indépendants ont annoncé hier que les échéances de juillet et août ne seraient pas prélevées. Les prélèvements reprendront en septembre. [CP URSSAF du 14/07](#)

Clause de propriété, à inclure dans le contrat de travail

Dans le cadre de son contrat de travail, un salarié peut être amené à faire des inventions. Pour que celles-ci demeurent la propriété de l'entreprise, il convient d'insérer une clause de propriété dans le contrat de travail du salarié. [Légisocial du 15/7](#)

Associés à 50/50 : comment bénéficier d'un contrat de travail et de l'assurance chômage des salariés

Oui, sans même avoir à recréer une nouvelle structure, vous pouvez bénéficier du statut de salarié ! Ajoutons que si vous êtes cogérant (es), toujours à 50/50, vous ne serez plus considérés comme majoritaires et ne cotiserez donc plus à la SSI ! [La lettre du gérant du 16/7](#) [Lire la suite](#)

Masque obligatoire, télétravail : les nouvelles règles à respecter en entreprise à partir du 1er septembre

Malheureusement, la version définitive du nouveau protocole sanitaire applicable en entreprise ne sera a priori publiée que la veille de son application. Néanmoins, voici les premières précisions auxquelles nous avons pu avoir accès... [La lettre du gérant du 27/08](#) [Lire la suite](#)

Travailleurs indépendants : reprise du paiement des cotisations

Dans une publication du 25 juillet 2020, l'URSSAF annonce la reprise du paiement des cotisations, et à cette occasion l'estimation des revenus de l'année 2020, notre actualité vous en dit plus. [Légisocial du 31/08](#) [Lire la suite](#)

JURIDIQUE

Pourquoi faire appel à la médiation des entreprises ?

L'action du médiateur des entreprises s'est avérée vitale au plus fort de la crise du Covid : avec 600 demandes par semaine, le nombre de saisines a été multiplié par 10. Mais quelles sont ses missions ? Comment et pourquoi faire appel à lui ? [Bercy info du 16/7](#) [Lire la suite](#)

EURL – SASU : pas de RGPD pour l'associé unique

Selon la cour de cassation, un associé unique ne peut pas s'affranchir du dépôt des comptes annuels de sa société au motif que ce dépôt porte atteinte au droit à la protection de ses données personnelles. [La lettre du gérant du 23/07](#)

Conditions générales de vente entre professionnels : quelles mentions obligatoires ?

Quels éléments doivent figurer dans les conditions générales de vente ? Quelles sanctions risquez-vous en cas de non-respect de vos obligations ? [Bercy info du 06/08](#) [Lire la suite](#)

Pouvez-vous souscrire au régime de la micro-entreprise ?

Vous souhaitez vous lancer dans l'aventure de la micro-entreprise ? Quelles sont les conditions pour en bénéficier ? Quelles sont les démarches pour devenir micro-entrepreneur ? [Bercy info du 20/08](#) [Lire la suite](#)

Mentions obligatoires sur la facture : la loi est exigeante

La rédaction d'une facture pour une vente ou une prestation de service n'est pas un exercice anodin. Elle obéit à des règles précises qui sont énoncées par le code de commerce et dont le non-respect peut être sanctionné par des amendes administratives élevées. [Artisans du 21/8](#) [Lire la suite](#)

Tout savoir sur le port du masque obligatoire en entreprise

Elisabeth Borne, ministre du Travail, a déclaré mardi 18 août 2020, lors d'une réunion avec les partenaires sociaux, que le port du masque serait désormais obligatoire en entreprise. Cette obligation devrait entrer en vigueur dès le 1er septembre 2020. [Chef d'entreprise du 25/08](#) [Lire la suite](#)

Comment réagir face à une procédure collective ?

Dans le contexte actuel, les difficultés financières ont été exacerbées et de nombreuses entreprises ont été contraintes de demander l'ouverture d'une procédure collective. En tant que dirigeant, il n'est pas toujours aisé de faire face à une telle situation. [Chef d'entreprise du 31/08](#) [Lire la suite](#)

BANQUE/FINANCE

Création d'entreprise : quel accès au financement après le confinement ?

Avec la crise du Covid-19, l'écosystème du financement professionnel s'est largement mobilisé pour soutenir les entreprises existantes. Mais côté création d'entreprise, comment s'est comporté le marché de l'accès au financement des entrepreneurs ? Quelles sont aujourd'hui les perspectives ? [Chef d'entreprise du 7/7](#) [Lire la suite](#)

Soutien aux entreprises : nouveaux dispositifs d'intervention spécifiques

Si vous n'avez pas pu bénéficier du Prêt garanti par l'État, d'autres mesures de soutien existent : fonds de développement économique et social, avances remboursables, prêts participatifs... De quel dispositif

votre entreprise pourrait-elle bénéficier ? [Bercy info du 16/7 Lire la suite](#)

Bpifrance Création lance le Prêt d'honneur Solidaire

Le Prêt d'honneur Solidaire (PH Solidaire) permet aux créateurs ou repreneurs accompagnés et remplissant certaines conditions d'obtenir un financement pour la constitution de leurs fonds propres. [BPI Création du 21/07 Lire la suite](#)

Aide anti-faillite : les conditions sont à nouveau assouplies

L'aide anti-faillite, dont le montant est compris entre 2.000 et 10.000 €, s'ajoute à l'aide de 1.500 € et constitue le deuxième volet du fonds de solidarité. [La lettre du gérants du 23/07 Lire la suite](#)

Société Générale s'enfonce dans le rouge au deuxième trimestre

La banque a enregistré des pertes de 1,26 milliard d'euros sur le trimestre. Les activités de marchés demeurent plombées par la crise, avec une dépréciation d'actifs de 684 millions d'euros. Les provisions liées aux risques d'impayés augmentent également. [Les Echos du 03/08](#)

Comment optimiser sa trésorerie ?

Pour se développer, pour affronter les périodes creuses /ou les périodes de fort investissement, il est préférable qu'une entreprise présente une trésorerie saine. Comment optimiser sa trésorerie et quelles procédures mettre en place pour détecter toutes les sources d'économie ? [Artisans du 20/8 Lire la suite](#)

Aide de 1500 € : les conditions pour les mois de juillet, août et septembre

Rappelons que, pour le mois de juin, l'aide de 1.500 € peut encore être demandée (jusqu'au 31 juillet). Pour les mois de juillet, août et septembre en revanche, un décret fixant de nouvelles conditions est paru cet été. [La lettre du gérant du 27/08 Lire la suite](#)

Dettes des entreprises, fonds propres : ultimes tractations entre Bercy et les banques

Contrairement à Bruno Le Maire, les banques restent discrètes sur les taux qu'elles appliqueront aux prêts garantis par l'Etat au-delà d'un an. Les discussions entre le ministère des Finances et les banques sur les quasi-fonds propres devraient durer plusieurs semaines. [Les Echos du 28/08](#)

Financement des entreprises en PACA

Financer son projet de création ou de développement d'entreprise est réalisable, à condition de respecter un certain nombre de critères. Pour aider les dirigeants et les créateurs qui ont un besoin de trésorerie ou ont un projet d'investissement, la société aixoise d'expertise financière [Horizon Gestion Finance](#) propose « Finance Plus ». Dédié aux TPE et PME de la région, ce service a pour objectif de trouver des solutions de financement adaptées à chaque entreprise. [Plus d'info](#)

ECO-GENE

Fusion le 1er juillet des sociétés Pernod et Ricard

Depuis le 1er juillet 2020, les deux sociétés de distribution françaises Pernod et Ricard, ne font plus qu'un. Les filiales du groupe fondé en 1975 à Marseille ont fusionné afin de simplifier la distribution des alcools sur le marché français. [Businews du 02/07](#)

Coronavirus : vers une obligation du port du masque en entreprise

La ministre du Travail, Elisabeth Borne, va proposer, demain aux partenaires sociaux, que le port du masque dans les salles de réunion et les espaces de circulation en entreprise soit obligatoire dès la fin août. La question des open spaces n'est pas encore tranchée. La ministre insiste sur la nécessité du télétravail dans les zones de circulation active du virus, comme Paris. [Les Echos du 17/08](#)



ECO-FLASH

Est une publication d'Horizon Gestion Finance.

« Société d'expertise spécialisée en création, gestion et financement de trésorerie d'entreprises »

Toute reproduction à des fins commerciales est interdite. Directeurs de la publication Patrick C. Michel/Maÿlis Pion-Goureau.

Contact

HGF 930, rte de St Canadet 13100 Aix en Pce 04.42.24.15.09

www.tpepme.fr - contact.hgf@orange.fr